

LA GRÈVE DES DOCKERS DE LORIENT

Fin Mai, nos camarades dockers unitaires de Lorient adressaient à la Chambre syndicale des employeurs de main-d'œuvre de ce port un cahier de revendications portant une demande d'augmentation de salaires pour toutes les catégories de travailleurs, et une majoration plus élevée pour les heures supplémentaires.

Le syndicat confédéré avait complètement disparu depuis six mois, à la suite de malversations. La catégorie des dockers du « divers » était organisée chez nous à 100 %, il n'en était malheureusement pas de même pour nos camarades charbonniers des chantiers et ceux qui approvisionnent les chalutiers en combustibles, qui se montraient plus réfractaires.

Au lendemain du dépôt du cahier de revendications, les militants de la Bourse du Travail confédérée de Lorient se mettaient en campagne et, avec l'appui des chefs de chantiers, influençant les charbonniers, réussissaient à reformer un syndicat confédéré, dans le but d'anéantir le Syndicat unitaire dont les éléments devenaient par trop actifs pour les patrons.

J'avais fait une tournée de propagande en Bretagne au début de Février, et j'avais eu l'impression, lors de mon passage à Lorient, que les camarades de ce coin avaient compris et étaient disposés à œuvrer.

Le Dimanche 9 juin, au matin, belle réunion. Nous avons la réponse des patrons. Ceux-ci, considérant que la Commission paritaire du coût de la vie a toujours donné satisfaction aux deux parties (à noter qu'il y avait plus de six mois qu'elle ne s'était pas réunie), déclarent attendre sa sentence sur l'indice et refusent de discuter. La grève est votée dans l'enthousiasme. A la même heure, les ouvriers confédérés réunis reçoivent l'ordre par les chefs de continuer le travail, des pourparlers devant être engagés incessamment.

Lundi 10, au matin, première réunion des grévistes, je trouve Olmido, secrétaire de la Bourse du Travail confédérée, je l'invite à assister à la réunion. Devant les arguments contenus dans mon exposé et devant les grévistes, Olmido est amené à faire une déclaration et promet qu'il va réunir le Conseil d'administration de la Bourse et le Bureau du Syndicat confédéré des ouvriers du port pour tenter de les faire revenir sur leur décision de continuer le travail.

Nous ne savons pas ce qu'Olmido a fait; toujours est-il que nous ne l'avons pas revu. Alors nous avons fait éditer un tract dont voici la teneur :

— SYNDICAT UNITAIRE DES DOCKERS DE LORIENT —

APPEL

A LA CONSCIENCE DES OUVRIERS DOCKERS CONFÉDÉRÉS

Camarades,

Malgré l'engagement pris à son compte personnel au sein de la première réunion des Dockers grévistes, le camarade Olmido n'a pas pu obtenir une majorité devant le Conseil d'administration de la Bourse du Travail pour provoquer une réunion extraordinaire des dockers et travailleurs des chantiers de charbons et agglomérés, qui devait se tenir le mardi soir 11 juin, et où devait être préconisé l'élargissement de la grève, par la réalisation d'un véritable front unique prolétarien, pour vaincre la résistance patronale.

Par la volonté de quelques hommes, cela n'est pas.

Alors nous nous tournons vers les ouvriers et nous leur disons : *Malgré la carence de vos chefs, ne soyez pas des jaunes, n'acceptez jamais d'être des briseurs de grèves.*

Le Syndicat Unitaire des Dockers.

Il a porté, ce tract, car aucun ouvrier confédéré, soit par crainte, soit par sentiment de classe, n'a travaillé aux « divers » dans le Port de Lorient.

Nous avons assisté au déploiement traditionnel de forces considérables de police et de gendarmerie, garantissant la liberté du travail à des briseurs de grève venus exprès de Nantes, et aidés en cela par les matelots du bord du *Guermor*. L'heure de la cessation du travail étant arrivée, la flicaille disparue, les grévistes sont là, et ne se privent pas pour « sonner » comme il convient les jaunes avec toutes sortes de projectiles.

Le Maire de Lorient nous reçoit le 4^e jour de la grève; il commence par nous dire que les patrons ont raison de ne vouloir qu'un seul syndicat, qu'il n'y a pas besoin d'unitaires ici, car ils font de la surenchère, etc., etc., et nous menace de demander la main-d'œuvre militaire pour décharger les denrées alimentaires qui se trouvent à bord des navires en souffrance. Alors, correctement, en vulgaire réformiste que je suis, en sale contre-révolutionnaire, en chef incapable (propos tenus à mon égard, à maintes reprises, par notre grand stratège Monmousseau), je rappelle au Maire de Lorient son rôle d'administrateur de la Cité, lui indiquant que seuls les ouvriers sont qualifiés pour

choisir l'organisation qui répond le mieux à leurs aspirations, et que nous ne lui reconnaissons pas le droit de demander de la main-d'œuvre militaire, car le syndicat ouvrier met à la disposition de l'administration municipale la main-d'œuvre nécessaire pour décharger les marchandises, à condition qu'elle soit payée le même prix que celui payé aux entrepreneurs; je le priai de rendre publique cette proposition. Cela fut fait et *Le Nouvelliste du Morbihan* l'inséra.

Le Maire était battu, et devint moins arrogant devant mon langage ferme.

Les cinq jours suivant cette entrevue, nous restons sur nos positions. Nous faisons appel à la solidarité. Pendant toute la grève, nous ne faisons pas de manifestations bruyantes à travers la ville, mais nous agissons. Le travail positif est fait sans clameurs, je dirais même sans bruit.

Le neuvième jour, nous faisons « à la rencontre » deux patrons : ils sont fortement touchés par la grève, et ils s'en plaignent à nous, les pòvres. Alors notre tactique nous commande d'inviter ces patrons à se rencontrer avec un ou deux de leurs collègues, comme eux touchés au vif par la grève, et de faire pression sur le président de l'Association des Employeurs de main-d'œuvre pour que les grévistes reprennent le travail, mais avec des avantages appréciables.

Notre dernier mot est six francs par jour, et nous exigeons qu'au cas où les ouvriers confédérés du Charbon obtiendraient une augmentation de salaires soit par pourparlers, soit par grève, automatiquement les ouvriers du « divers » verraient leurs salaires augmenter dans les mêmes proportions.

Le lendemain soir, dixième jour de grève,

M. Renaut, président de la section « Divers », nous faisait savoir verbalement que nous avions satisfaction. Il nous offrait la reprise du travail avec cinq francs d'augmentation immédiate, plus un franc à dater du 1^{er} juillet, et garantie d'augmentation automatique, comme cité plus haut dans la revendication.

La grève était gagnée; cependant, nous avons déclaré que nous ne pouvions pas reprendre le travail sans avoir entre les mains ces propositions écrites et signées de la main du Président de l'Association des Employeurs de main-d'œuvre. Une heure après, nous avions le document, M. Martini avait signé. Il avait traité de force avec le Syndicat unitaire des Dockers de Lorient qui, dix jours avant, ne devait être reconnu par personne.

Le 19, au soir, un meeting intercorporatif clôturait cette belle grève. L'heure de la manifestation avec drapeau rouge déployé avait sonné, et le signataire de ces lignes était reconduit à la gare pour avoir, une fois de plus, vendu et trahi la classe ouvrière...

Ainsi donc, je suis décidé à continuer : jamais, à priori, l'injure et l'invective ne sortiront de ma bouche dans mes exposés; toujours, je proposerai le front unique aux petits chefs confédérés et aux ouvriers, mais partout où ces petits chefs se conduiront comme à Strasbourg et comme à Lorient en briseurs de grève, alors, sans hésitation, je les stigmatiserai comme il convient.

VICTOR ENGLER,

Secrétaire à la Propagande
de la Fédération Unitaire des Ports et Docks.

Le 1^{er} Août et l'Opposition

La journée du Premier Août aura certainement l'importance d'un événement politique considérable. Non pas que la bourgeoisie internationale sera très effrayée ce jour-là, ni que les impérialistes européens et américains seront gênés en quoi que ce soit dans leur activité fébrile pour la préparation à la guerre. Mais la journée du 1^{er} Août, telle que la prévoient les dirigeants de l'Internationale Communiste, décidera de la vie et de la mort de pas mal des sections de l'I. C. Un coup funeste au mouvement communiste international se prépare à l'intérieur même de ce mouvement, au sommet de l'I. C. A l'extérieur, les Zörgiebel et les Chiappe de tous les pays capitalistes n'auront qu'à donner le coup de grâce à notre mouvement affaibli, épuisé et désorienté par la provocation du 1^{er} Août.

L'Opposition Communiste n'a pas du tout à se réjouir du spectacle qui se prépare sous ses yeux. Elle doit, dès maintenant, prendre une position nette et

claire dans les événements qui auront lieu avant et pendant le 1^{er} Août.

Le 15^e anniversaire de la grande boucherie mondiale doit être marquée par des démonstrations monstres du prolétariat révolutionnaire contre la guerre qui se prépare. En ces journées d'anniversaire tragique, les organisations révolutionnaires doivent non seulement dénoncer les responsables de la dernière guerre, mais encore et surtout alerter les masses et dénoncer devant elles les responsables des préparatifs de plus en plus flagrants pour une prochaine tuerie « totale et sans distinction d'âge ni de sexe ». Les ouvriers industriels, et surtout les ouvriers de l'industrie métallurgique, sont les témoins de cette préparation des engins de guerre qui, par leur quantité et leur perfection technique dépassent de beaucoup tous les instruments de mort employés en 1914-1918. C'est en s'appuyant sur ces faits concrets, connus de la masse ouvrière, et en dénonçant les agissements cri-